

**ARRÊTÉ DU MAIRE
N° 2023_PM_10438 T**

Emménagement – Rue André Rabault
Règlementation de la circulation et du stationnement

La Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-1, L. 2213-2,

Vu le code de la Route et notamment les articles R 411-25 et 411-8,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, huitième partie, signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel en date du 6 novembre 1992,

Vu la demande formulée par l'entreprise DMD DÉMÉNAGEMENTS, dont le siège social se situe 32 Avenue du Groupe Manouchian, 94400 Vitry-sur-Seine, en date du 16 octobre 2023,

Considérant qu'il est nécessaire de réglementer la circulation et le stationnement rue André Rabault afin de permettre le bon déroulement d'un emménagement au droit du n° 2-4 de ladite rue,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer la sécurité des usagers se trouvant sur le domaine public,

ARRÊTE

Article 1 : La circulation est strictement interdite à tout véhicule rue André Rabault, dans sa partie comprise entre l'angle du Boulevard Joseph Lair et l'angle de la rue de la Biscuiterie, du **lundi 11 décembre 2023 au mardi 12 décembre 2023, de 8h00 à 18h00**, à l'exception du véhicule d'emménagement de l'entreprise DMD DÉMÉNAGEMENTS.

Article 2 : L'entreprise DMD DÉMÉNAGEMENTS est autorisée à stationner son véhicule d'emménagement au droit du n° 2-4 de la rue André Rabault, du **lundi 11 décembre 2023 au mardi 12 décembre 2023, de 8h00 à 18h00**.

Article 3 : La signalisation en vigueur sera fournie, mise en place, entretenue et déposée par le demandeur, en accord avec les Services Techniques Municipaux et le Chef de Service de la Police Municipale.

Article 4 : Les services de Police sont habilités à relever les contraventions concernant cette réglementation dont procès-verbal sera établi et poursuivi devant la juridiction compétente. Les véhicules qui stationneront en infraction aux dispositions du présent arrêté seront mis en fourrière aux frais de leurs propriétaire.

Article 5 : Cette décision administrative est contestable dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Poitiers, à compter de la notification de la décision ou de l'extinction du délai imparti à l'administration pour répondre à la demande en cas de décision implicite de rejet. Ce recours peut être précédé, pendant ce même délai, d'un recours administratif (recours gracieux). Toute décision de l'administration établie en réponse au recours administratif, qu'il s'agisse d'une décision expresse de rejet ou d'une décision implicite de rejet née du silence gardé par l'administration pendant deux mois, peut être déférée au Tribunal Administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de son intervention.

Hôtel-de-Ville - BP 10082

17415 Saint-Jean-d'Angély cedex

Tél. : 05 46 59 56 56

Fax : 05 46 32 29 54

www.angely.net

Article 6 : M. le Directeur Général des Services de la Ville de Saint-Jean-d'Angély, M. le Commandant de la Gendarmerie Nationale, le Chef de Service de la Police Municipale, l'entreprise DMD DÉMÉNAGEMENTS sont chargés chacun, en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Publication dématérialisée le :

L'Adjointe au Maire,
Déléguée à la Sécurité,
Marylène JAUNEAU

